

du Saint-Siège. Non seulement toutes les nations d'Europe eurent quelques représentants sous le drapeau pontifical, mais l'Amérique envoya des hommes et de l'argent. En France, ce fut un empressement qui fit réfléchir l'empereur ; il dut permettre au Général de La Moricière d'offrir son épée au Chef de l'Eglise qui comptait déjà tant de noms français parmi ses officiers. Le monde entier suivait des yeux la formation de cette petite armée, avec les zouaves de Charette et la légion d'Antibes.

Ce fut partout un entraînement qu'on se rappelle avec un double sentiment de tristesse et de joie : en France on croyait que l'empereur était sincère, et peut-être l'était-il à ce moment ; qu'il laissait des Français se faire les gardiens de Pie IX, pour que l'Italien Cavour, que l'Autriche eût écrasé sans la France, fût moralement forcé de s'arrêter sur la frontière des Etats pontificaux. En Bretagne, c'était un véritable enthousiasme, on se fût cru au temps où Duguesclin, étant prisonnier, on répétait au château et dans la chaumière ces paroles célèbres : " Filez, femmes de France, pour la rançon du noble chevalier." Comme autrefois, riches et pauvres n'avaient qu'une pensée : défendre le Pape, sauver le Pape.

On a dit que Cavour ne partageait pas les sentiments de haine religieuse des libres penseurs qui l'entouraient ; qu'au fond du cœur, il était resté catholique. Singulier croyant, singulier fils du Pape, en vérité, que cet homme qui, devant des témoignages de fidélité comme ceux qu'il avait sous les yeux, ne fut point ému et qui, loin d'être arrêté dans son œuvre, se hâta de chercher un prétexte pour en poursuivre plus vite l'exécution.

Cette armée papale, qui n'était en réalité et qui ne pouvait être qu'une sécurité contre les attaques des bandes garibaldiennes, il était ridicule que le Piémont la considérât comme une menace, comme un danger pour sa tranquillité. Ce ridicule n'arrêta pas Cavour.

Après s'être assuré que l'Autriche resterait immobile, et ne le gênerait pas, sachant en outre qu'il pouvait tout oser sans risquer de la part de la France d'autre obstacle qu'un blâme qui resterait sans effet pratique, il envoya à Rome comme ultimatum l'injonction formelle d'avoir à licencier ses troupes. Le Pape, qui croyait pouvoir compter au moins sur l'appui moral de Napoléon III, refusa. Aussitôt, Cavour fait envahir par ses troupes les Etats pontificaux.